

parc naturel régional des Baronnies Provençales



Intitulé de la réunion : *Projet Gestion Intégrée des Risques Naturels*

Date

25 mars 2016 à VILLEPERDRIX

Début réunion 10 : 00

Risque feux de forêts :

En plus de l'action classique de la DDT 26, pourrait-on trouver des actions publiques pour débroussailler avec des associations d'insertion ?

Réponse pôle alpin : on ne peut pas faire financer des actions maître d'ouvrage et de maître d'œuvre. La GIRN est un catalyseur pour redonner une nouvelle dynamique, trouver de nouvelles méthodes, émergence de politique, expérimentation de nouvelles approches pour gérer différemment sur le territoire.

Dans le cadre de la CIMA : ouverture sur outils – dispositifs de suivis, financement d'instrumentation sur le RN (?)

Vision intégrative : quels compromis de gestion en fonction des services écosystémiques. Nécessité de prioriser les actions de gestion sur des secteurs multirisques.

Questions **Pascal (ONF 05)** : si les communes sont dans des COPIEL, pourquoi ne pas les aider via une animation pour les mises en œuvre d'actions concrètes ?

D'après lui dans le 05, soit PDM DFCI soit schéma de desserte pour éviter une redondance dans les études.

Réponse Parc : attention, ceci est lié à notre CFT et ne correspond pas à de la GIRN. A la charge des services de l'Etat de s'approprier la continuité des actions et leurs mises en œuvre.

Risques chutes de blocs :

Frédéric (IRSTEA Grenoble) : Déjà connaissance du risque chute de bloc via les PPR

Approche par modélisation mais il faut une bonne base MNT. Les logiciels SIG du PnrBP devront être compatibles. Les données récoltées doivent être utilisables.

Projet financé avec le concours de l'Union Européenne. L'Europe s'engage sur le Massif Alpin avec le Fonds Européen de Développement Régional



IRSTEA a déjà plusieurs modèles qui sont phase pré-opérationnelles. Ces modèles ont déjà été testés dans d'autres départements dont une partie de la Drôme.

Ces modèles évaluent la notion de risque et ainsi le rôle de protection en prenant en compte la végétalisation ou non des zones.

D'autres modèles travaillent sur d'autres aspects plus quantitatifs : composition des essences, densité, surface terrière, le diamètre moyen. Permettent de définir le risque potentiel et sont ainsi des outils d'aide à la décision.

Pas de problème pour travailler à l'échelle du PnrBp en termes de modélisation et de production de cartes. Pas de problème non plus pour diffuser une communication vulgarisée => proposition de solutions.

Possibilité d'avoir une réflexion sur les actions de protections avec des techniques mixtes de mise en sécurité (filets implantés sur des arbres)...

Compensation du manque de connaissance fine en achetant les campagnes LIDAR, mais campagnes très coûteuses.

D'ici quelques mois : des données gratuites d'informations satellitaires de l'Europe avec données au sol d'une précision de 10 mètres.

INTEREG Espaces Alpains pour travailler sur les risques naturels : taux de financement est de 85 %.

Plafond : 200 000 – 250 000 € par partenaires.

En recherche de partenaires : le PnrBP souhaite être partenaire ?

Diminution du coût porté par le Pnr pour la cartographie chute de bloc, en se rapprochant de l'IRSTEA.

Finalemment : retirer cette action de notre dossier. IRSTEA Grenoble va le porter en son nom et prévoit la validation des données terrain en partenariat / prestation avec les services RTM 38 – 05. Mise en avant de la différence de logique entre les carto issue de la réglementation et les carto issue des modélisations. Les modèles proposés peuvent servir dans la rédaction des PPr mais ce n'est pas le but du GIRN. IRSTEA a également des infographistes. Ils peuvent également croiser avec les enjeux communication, les enjeux habitation, les zones d'intervention forestière prioritaires.

PARN : ATTENTION rester dans une cartographie plus large et moins opérationnelle pour rester dans les critères de la GIRN. Se baser le dialogues lors des commissions avec les élus.

Risques inondations :

M. Roudil (Sous-prefet) : AEygues mal structurée du au manque de gouvernance contrairement au Lez et à l'Ouvèze. Intérêt de pouvoir continuer des actions sur ce bassin versant ?

Michel (SMOP) : pas d'agrément complet du PAPI

Vincent (PARN) : le financement de la prestation pour l'animation dans les classes n'est pas possible. Par contre, le financement de la création d'outils pédagogique est possible.

Risques glissement :

François-Xavier (RTM 05) : site le Pnr souhaite remettre en place des cycles d'animation, possibilité d'intervenir comme dans le précédent dossier GIRN.

Remarques

Vincent (PARN) : ATTENTION : ne pas déposer des dossiers avec des timings trop différents. De la valorisation des travaux menés par l'IRSTEA ne pourra pas être financée si le dossier IRSTEA n'est pas déposé en même temps que le nôtre.

Stéphane (DDT 26) : ce projet apporte une réelle plus-value notamment en permettant un lien avec la recherche. Tant au niveau feux de forêt que sur le risque chute de bloc. Cela permettrait d'enrichir les données et outils concrets déjà existants. Second semestre 2016 : révision du plan départemental DFCl côté 26 et programmation des financements qui pourraient venir en complément. A voir pour inscrire le massif de Pierrelongue – Buis les Baronnies comme prioritaire.

Trouve une vraie complémentarité entre le projet Pnr et le projet d'IRSTEA Aix-en-provence présenter par **Eric**.

Philippe (SDIS 26) : important d'avoir une vision globale de la desserte du massif au-delà de la « simple » DFCl.

Les partenariats :

Stéphane et Daniel (DDT 26 et 05) : mesure 8.30 permettant le financement des routes DFCl.

Sont ok pour être partenaires dans l'animation du projet sur le site pilote.

Sont ok pour intervenir auprès des écoles

Sont ok pour relire/apporter des info dans les documents produits à la suite de l'action.

Sont ok pour faire partie d'un comité de pilotage.

Philippe (SDIS 26) : ok pour être partenaire dans la sensibilisation auprès des scolaires et dans l'apport d'assistance technique ponctuelle.

Le citoyen doit être au cœur de l'action : mais actuellement pas de ligne budgétaire prévue à cet effet.

Ces actions sont financées d'ordinaire par l'Etat.

Daniel (DDT 05) : ce projet apporte une plus value. D'après Daniel, cela permettra de toucher/aborder plus facilement les habitants. Les services de l'Etat sont en manque de communication sur le sujet. Avant et encore actuellement, l'animation porte davantage sur la réglementation et à destination des élus.

Joanny (ONF 26) : prêt à s'engager et à engager du temps sur le site pilote car présence de forêt communale et de forêt domaniale. Car massif concerné par l'exploitation du bois notamment dans le but d'approvisionner le réseau de chaleur de buis les baronnies.

ATTENTION : temps dans la limite de leur mission publique.

Ok pour être partenaire dans la communication.

François-Xavier (RTM 05) : site le Pnr souhaite remettre en place des cycles d'animation, possibilité d'intervenir comme dans le précédent dossier GIRN.

Vincent (PARN) : attention au respect des règles de marchés publics. Le Pnr ne pourra pas reverser des subventions qu'il a perçues.

Le budget d'animation destiné au parc ne doit payer un autre opérateur qui serait bénéficiaire des bienfaits du projet : source de rejet des dossiers.

Autre solution : l'ONF porte un projet POIA en son nom.

Lancement d'appel d'offre => ce n'est pas un partenariat GIRN.

Plan de financements retenus

POIA 50 %

CIMA 30 %

Autofinancement 20 %

Délai

ATTENTION : IRSTEA dépose son dossier le 29 avril et prévoit du temps pour le PnrBp

ATTENTION : dépôt du dossier avec le 29 avril pour finaliser la complétude.

Dépôt du dossier CIMA à la préfecture de l'Isère